

Résolution adoptée par le Congrès du PPE, à St Julian's (Malte), 29-30 mars 2017

Défis de société à l'ère du numérique

La société industrielle n'existe que depuis environ 300 ans. En Europe, la mécanisation a succédé aux méthodes de production manuelle. Cette révolution est aussi bien socioculturelle qu'axée sur la vapeur ou la mécanisation. Elle a suscité des progrès inédits et donné naissance à un système totalement différent de création de richesse, de valeurs et, par conséquent, d'organisation sociale.

Ces 50 dernières années, avec l'introduction des technologies électroniques et de l'information, la qualité des systèmes de production a fait un bond en avant. Cette évolution a entraîné une transition, d'une main-d'œuvre physique à intellectuelle, mettant la connaissance en tant que telle au centre de la production.

Aujourd'hui, la fusion des technologies atténue la distinction entre les sphères physiques, digitales et biologiques. Les technologies évoluent plus rapidement que jamais, à une vitesse exponentielle, plutôt que linéaire. Cette évolution influe sur presque toutes les industries de tous les pays. Elle modifie notre façon de voir le monde, de travailler, de nous comporter et d'apprendre. Elle définit nos valeurs, notre société et même notre démocratie. La révolution numérique nous fait évoluer vers une société numérique.

Les évolutions technologiques et sociales ont toujours été étroitement liées. Elles vont de pair. Comme pour les révolutions précédentes, nous assisterons également à des changements économiques et sociaux. C'est pourquoi nous pensons que **la prospérité future dépendra largement de savoir si la société et les gouvernements maîtrisent bien la révolution numérique. C'est pourquoi une éducation moderne, orientée vers l'avenir, est essentielle.**

Un éventail de défis

L'Europe est confrontée à des défis divers, du chômage élevé à l'évolution démographique, en passant par la migration non contrôlée, le changement climatique et les conséquences de la mondialisation.

Nous constatons que la **mondialisation** a généré une menace imminente pour l'Europe tout en lui ouvrant d'extraordinaires horizons. Elle a créé des millions d'emplois tout en causant des pertes profondes. Elle a permis de réduire la pauvreté dans le monde tout en creusant les inégalités. Néanmoins, nous sommes convaincus que le flux de capitaux, de personnes, de biens et de services dans nos économies ouvertes a largement contribué au bien public. **Nous devons garantir l'égalité des chances et une répartition plus juste de la richesse. Nous devons réduire les risques d'exclusion** — risques qui sont le plus souvent supportés par les personnes moins qualifiées et favorisées.

La numérisation remet notre productivité, notre croissance et notre compétitivité en question. L'**internet** a réduit les distances, accéléré les choses et permis de réduire les coûts. Il est propice

à l'échange d'informations et à la prestation de services transfrontaliers. **La prospérité dépend ainsi de plus en plus du degré de connectivité physique et numérique avec le reste du monde.**

Les technologies numériques proposent de nouvelles solutions aux défis sociétaux, du vieillissement de la population aux soins de santé, en passant par les transports intelligents, la sécurité, l'énergie et l'environnement. Nous devons dès lors **encourager des innovations sociales basées sur le numérique en utilisant les nouvelles technologies en vue d'avantages sociétaux spécifiques** : par exemple en émancipant et en encourageant les citoyens à prendre des décisions de consommation informées, ou en encourageant l'évolution vers des comportements collectifs respectueux de l'environnement et une participation plus démocratique.

Quand la société était industrielle, l'un des facteurs les plus pertinents de l'auto-détermination était la sécurité de l'emploi. À la différence de la plupart de leurs parents, les générations Y et Z seront confrontées à un nouvel environnement dans lequel la sécurité de l'emploi sera révolue. L'économie numérique est un environnement très risqué, mais elle est également propice à une plus grande **flexibilité entre vie professionnelle et personnelle**, et, au final, un plus grand contrôle individuel et une meilleure satisfaction au travail. Toutefois, cela supposera également un nouveau défi : avec **la mondialisation des talents**, ceux des pays développés devront s'adapter plus rapidement afin tout simplement de demeurer compétitifs.

Les emplois actuels les plus demandés dans certaines industries et pays n'existaient même pas il y a dix, voire même cinq ans. Jusqu'à 65 % des enfants qui entrent à l'école primaire travailleront probablement à des postes qui n'existent pas encore, alors même que bon nombre de fonctions actuelles disparaîtront probablement.

L'évolution technologique ne creusera pas nécessairement les inégalités. Cependant, de nombreuses tâches physiques et cognitives de routine deviendront automatisées et les travailleurs auront besoin d'autres compétences. **Nous devons préparer nos structures sociales à permettre la circulation de masse d'une profession à une autre.**

Un défi central des années à venir consistera à **adapter les politiques d'emploi et sociales afin de mieux répondre aux besoins en évolution rapide du marché du travail, générés par l'économie numérique**. Cela suppose une organisation du travail plus autonome et flexible, plus de possibilités de trouver un équilibre entre vie professionnelle et privée — en particulier pour les femmes, qui supportent toujours une responsabilité disproportionnée dans les soins aux enfants —, l'amélioration de la santé et de la sécurité et davantage de possibilités d'apprentissage.

Défis socioculturels

Les technologies numériques changeront non seulement ce que nous faisons, mais également qui nous sommes. Elles affecteront notre identité et tout ce qui y est associé : notre perception de la vie privée, notre idée de l'appropriation, nos modèles de travail, de loisirs et de

consommation, ainsi que la manière dont nous approfondirons nos compétences, rencontrerons des gens et nouerons des relations.

Nos smartphones ou autres appareils du même type sont en train de devenir les centres de nos activités personnelles et professionnelles. Selon le rapport « *New Family dynamics in a Connected World* », 38 % des adultes passent actuellement autant de temps en ligne que face-à-face avec les autres. Le rapport souligne également que 76 % des parents autorisent leurs enfants à emmener au lit un appareil connecté à l'internet, mais que seuls 23 % utilisent un logiciel pour surveiller l'activité de leurs enfants, bien que 80 % des parents soient préoccupés de l'interaction potentielle de leurs enfants avec un prédateur social ou un cyber-délinquant.

Il est dès lors particulièrement important que les jeunes enfants qui grandissent en utilisant les technologies numériques et leurs parents naviguent entre ces nouvelles dynamiques, alors qu'ils apprennent à contrôler leur utilisation. Les enfants acquièrent rapidement et facilement des compétences opérationnelles et en ligne de base, mais ils sont peu conscients de ce que signifie réellement être « en ligne ». En effet, le concept a entraîné à la hausse la cyber-intimidation, la cyber-violence, les abus d'enfants, le cyber-harcèlement, le sexting, le vol d'identité, les contenus inappropriés, les abus sexuels d'enfants en ligne, l'hameçonnage et l'exploitation sexuelle, qui affectent davantage les enfants et les femmes. Sur un échantillon de 25 142 enfants, le rapport de l'Union européenne de 2011 « *Kids Online* » a conclu que 6 % des enfants entre 9 et 16 ans avaient subi des intimidations en ligne en Europe et que 3 % s'étaient rendu coupables de cyber-intimidations. Entre 2010 et 2014, la cyber-intimidation a augmenté de 7 à 12 % chez les enfants de 11 à 16 ans.

Au niveau de l'Union européenne, le règlement général sur la protection des données (RGPD), la directive vie privée et communications électroniques, la directive concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union, la création du Centre européen de lutte contre la cybercriminalité (EC3) et les droits fondamentaux réels et applicables — dont le PPE est un fervent défenseur — sont les fils conducteurs, mais **nous devons renforcer notre soutien aux initiatives menées par les États membres afin de faire face à ces problèmes. Cela implique de coordonner ou de compléter les programmes de sensibilisation et d'éducation**, dans le contexte scolaire et au-delà, afin de prévenir la cyber-intimidation, d'informer les parents et les enfants des dangers de l'internet et d'encourager les victimes à dénoncer les incidents. Nous devons tous fondamentalement nous demander, en tant que société, **quelles valeurs nous voulons conserver et cultiver à l'avenir**, et quelles valeurs les générations futures seront disposées à préserver. Cela influera sur l'élaboration des politiques et des technologies futures.

Pour le PPE, le message est clair : **les valeurs de liberté et de responsabilité vont de pair**. Chacun a le droit et le devoir d'être pleinement responsable de ses actions — en ligne et hors ligne. La capacité d'agir dans un environnement ou un contexte donné, en plus du devoir de soins, est donc une valeur centrale qui doit être préservée, tout en honorant notre devoir de vigilance dans le contexte d'avancées technologiques rapides. Nous savons que la technologie elle-même ne peut résoudre ou remédier aux échecs sociaux, mais avec tout le respect qui est dû à la valeur

de l'internet ouvert, **l'ensemble des parties prenantes doivent rapidement faire face aux questions sociétales soulevées par l'utilisation de technologies numériques**, en défendant nos droits et nos valeurs fondamentaux.

Un mode de vie en pleine croissance et toujours connecté, où le *virtuel* affecte le *réel*, révolutionne et remet en question **la structure familiale** telle que nous la concevons traditionnellement. Il affecte notre conception du temps et, partant, notre capacité à traiter les informations collectées auprès de diverses sources telles que les médias sociaux selon le principe de **pensée critique**. Ce phénomène entrave l'intégration de nos croyances et de nos actions, car nous ne pouvons plus nous appuyer sur tout ce que nous lisons — dans une **ère de post-vérité**, le retour de la responsabilisation sera essentiel. Nos **normes de connaissance** elles-mêmes évoluent : nous ne nous rendons plus à la bibliothèque mais nous « googlons » ce dont nous avons besoin. Cela bouleverse profondément notre perception du monde.

Se préparer à demain

Nous sommes intimement convaincus du rôle majeur de l'éducation et de la formation comme terrains les plus fertiles de notre avenir.

Cependant, nous devons redéfinir ce que l'illettrisme signifie au 21^e siècle. Avec le développement de plus en plus rapide des technologies numériques, qui entraînent des changements profonds dans les fonctions et les attentes professionnelles, nous avons plus que jamais besoin de systèmes éducatifs et de formations qui peuvent inculquer un aspect essentiel : **l'agilité d'apprentissage**. L'agilité implique la *capacité* à **apprendre, désapprendre et réapprendre** ; ce qui suppose d'être ouvert à de nouvelles perspectives et d'être capable de s'approprier les nouvelles connaissances rendues possibles par l'élargissement de nos horizons. Nous devons nous focaliser sur le développement de systèmes d'éducation et de formation au sein desquels la capacité à acquérir de nouvelles compétences et de nouvelles connaissances, facilement et rapidement, deviendra essentielle au « savoir-évoluer » d'une personne, ce qui sera la clé du succès dans un environnement incertain, imprévisible et en évolution constante.

En parallèle, les pouvoirs publics et l'industrie doivent être responsables du développement de nouveaux programmes de compétences et de nouvelles formations **d'apprentissage tout au long de la vie, d'apprentissage adulte et de requalification continue**, qui sont tous essentiels pour doter la main-d'œuvre de demain des compétences nécessaires.

Le Parti populaire européen réaffirme son engagement à promouvoir activement une éducation et une formation de qualité et le développement continu des connaissances en tant que meilleurs garde-fous face à un avenir incertain. Dès lors, le PPE appelle les institutions européennes à soutenir les États membres qui envisagent les mesures suivantes :

- La mise au point de cursus scolaires orientés vers l'avenir, impliquant l'ensemble de la communauté éducative (y compris les enseignants et les étudiants), ainsi que les pouvoirs publics et l'industrie, afin d'encourager la pensée critique, la résolution de problèmes, la créativité, l'esprit d'entreprise et la collaboration ;

- l'expérimentation de nouveaux modèles — par exemple la réforme adoptée par la Finlande, qui vise à remplacer l'enseignement traditionnel par matière par un enseignement par sujet —, notamment le contact précoce avec le lieu de travail, avec un accent sur la maîtrise des outils numériques, une éducation technique et professionnelle robuste et respectée et une ouverture à l'innovation ;
- la formulation de plans bien définis afin de tenir les enseignants informés des connaissances et des compétences ;
- la reconnaissance du soutien aux talents dans le cadre de l'apprentissage informel et la promotion d'une action à l'échelle de l'Union européenne, afin de découvrir et d'aider les talents européens, car le talent et la créativité sont la base de l'innovation et de la compétitivité, et parce que soutenir les talents renforce l'estime de soi, l'employabilité, la mobilité sociale et la cohésion ;
- accorder la priorité à la diversité et à l'inclusion dans le domaine des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) ;
- encourager le partage des données et la coordination avec le secteur privé afin d'avoir un meilleur accès à ce que nous devrions apprendre ;
- organiser un concours pour toutes les écoles européennes — le « EU Future-Ready School Award » — afin que celles-ci montrent les réformes entreprises ou prévues, pour améliorer leur capacité à préparer les étudiants à un avenir numérique. Ce concours récompensera d'un prix financier tous les niveaux d'éducation, de l'école primaire à l'université ;
- mettre au point une définition commune de la cyber-intimidation afin d'élaborer un plan d'action pour lutter contre elle au sein des écoles. Cette initiative plus large devrait inclure un programme de sensibilisation présentant les dangers de l'internet. Elle devrait également faciliter le partage de bonnes pratiques et la collecte de données pour une action plus efficace. Elle devrait encourager la coopération avec le secteur privé et inclure un conseiller dans chaque école afin de sensibiliser et d'être une oreille active auprès de laquelle les enfants peuvent faire part de leurs problèmes liés à la cyber-intimidation ;
- doter les bibliothèques publiques de moyens et les soutenir afin qu'elles proposent un enseignement numérique, en mettant l'accent sur le développement des capacités d'apprentissage et de pensée critique, telles que la capacité à envisager les textes à travers une recherche approfondie au lieu de se contenter de les accepter pour argent comptant ;
- un programme dédié, tels qu'une ligne d'assistance aux parents pour les aider à comprendre les dangers du monde en ligne et à identifier, le plus tôt possible, les addictions ou les problèmes qui découlent de l'utilisation des nouvelles technologies et médias. Mentionnons notamment les jeux en ligne, les médias sociaux ou les plateformes de conversation en ligne ;
- mettre l'accent sur l'inclusion numérique en dotant l'industrie de mesures d'incitation qui promeuvent, par exemple, les dotations aux employés pour l'apprentissage tout au long de la vie, l'apprentissage des adultes et la requalification continue.

Face aux inquiétudes liées à un monde imprévisible, les dirigeants doivent non seulement apprendre de nouveaux moyens et méthodes, mais ils doivent également être disposés à

expérimenter. Si l'évolution suscitée par l'ère numérique est source de préoccupation, elle ouvre également de nombreux horizons. Nous devons accepter le changement afin de préserver la compétitivité et le mode de vie de l'Europe, vers un avenir qui nous convient à tous et qui reflète nos objectifs et nos valeurs communs, en privilégiant l'humain et en dotant les Européens de moyens.

Aucune nation n'échappera à cet avenir. Il nous appartiendra à tous de collaborer.

« Ce ne sont pas les espèces les plus fortes ni les plus intelligentes qui survivent. Ce sont celles qui s'adaptent le mieux au changement. » — Charles Darwin